

Le 1er Juillet 1941

Consistoire central

Monsieur le Maréchal,

au moment où des mesures d'exception rigoureuses mettent hors la Loi commune une minorité de citoyens, français à raison de leur confession, il est du devoir du représentant de leurs associations d'élever une solennelle protestation.

Vous avez déclaré dans les proclamations que vous avez faites aux Français:

"Je hais le mensonge qui vous a fait tant de mal", et, "Je combats l'injustice partout où je la rencontre".

Pourquoi faut-il que ces nobles paroles soient brutalement démenties par des actes qui constituent la pire des injustices fondées sur le mensonge?

En effet, les lois nouvelles promulguées le 14 juin dernier ne portent-elles pas atteinte aux personnes et aux biens? Les déclarations faites à la Presse par le Commissaire Général aux Questions Juives ne reprennent-elles pas officiellement, en les aggravant, les attaques calomnieuses, toujours collectives et vagues, qui constituent la pire des humiliations? Or, dans ces deux ordres d'idées, les déclarations faites au Gouvernement par Monsieur BAUDOUIN, Ministre des Affaires Etrangères, en octobre 1940, avaient apporté des garanties que nous devons croire valables, vu leur origine.

Mais peut-on encore parler de garanties et de droits quand le seul fait d'être Israélite suffit le plus souvent à légitimer les décisions les plus arbitraires des autorités administratives et des chefs d'entreprise particulière.

Notre dignité de Français auxquels n'a pas été retirée officiellement, qu nous sachions, la qualité de citoyens, nous fait un devoir de protester contre l'article 9 du Statut et du dernier paragraphe de la Loi sur le recensement. Les peines afflictives et infamantes qui y sont indiquées pour les contrevenants prévoient entre autres: "le camp de concentration, même pour les Français". C'est donc que la

Loi ne vise pas les Israélites en tant que Français ou étrangers, mais, à l'imitation servile de l'autorité occupante, ne reconnaît ou ne reconnaît plus qu'un troupeau juif où la nationalité, même française n'est plus qu'un accessoire sans valeur ni portée.

x x x x x d k g n k t é x i a x x x x x q x i s x x u x q u e i s x

Quel est donc le Statut Juridique des Israélites Français? s'ils sont encore français; qu'est-ce qu'un droit de cité qui est vidé de presque tout son contenu, inférieur à celui des indigènes, citoyens et sujets de beaucoup de nos colonies, qui ignorent jusqu'à notre langue?



Le Gouvernement poursuit-il en fait la disparition des Français Israelites, et les mots: "mesures de justice et non-repercutation" ne sont ils donc pas l'expression de la vérité?

La Bible est le seul livre Saint des Israelites, son enseignement est-il donc pernicieux quand il est suivi par eux, alors qu'il est considéré comme l'expression de la parole Divine pour les chrétiens puisque, sous le nom d'Ancien Testament, il est un des Livres sacrés des Eglises catholiques et Protestantes?

"Nous sommes tous les enfants d'Abraham, les fils de la Bible" disait son Eminence le Cardinal VERDIER. Pourquoi faut-il que ceux qui pratiquent l'ancienne foi d'Israel soient aujourd'hui des parias dans leur Patrie?

Hélas, c'est en faisant appel aux plus viles passions de l'âme humaine, à la haine, à la cupidité, à la jalousie et à l'envie, que les théoriciens étrangers des doctrines raciales ont trouvé des complices dans notre propre pays.

Les Français Israelites n'auraient alors qu'à subir avec la résignation et le courage dont ils ont fait preuve au cours des siècles et avec l'aide de leur Foi, les épreuves qui les attendent.

Ils essaieront de refouler les sentiments trop naturels de mépris et de haine envers leurs persécuteurs étrangers et français.

Ils n'en conserveront pas moins leur foi dans les destinées de la France Eternelle, pour obtenir les justes revanches du droit aujourd'hui violé.

Veuillez recevoir, monsieur le Maréchal, l'assurance de notre profond respect et de notre absolu dévouement.

Le Président du Consistoire Central

Jacques HELBROMBER